



Observatoire Jeunes et Société

Numéro sous la direction de
Nicole Gallant

BULLETIN
D'INFORMATION
Vol. 14, no 2
Été 2017

Rejoindre les jeunes par le numérique Dépasser le dialogue de sourds

NICOLE GALLANT

Institut national de la recherche scientifique

Ce bulletin rassemble des contributions préparées autour de deux journées d'études organisées par l'Observatoire Jeunes et Société (OJS) dans la série *Le point sur des enjeux de société d'actualité*. Coordonnées par Claire Balleys et Nicole Gallant, ces journées visaient à alimenter la réflexion du Secrétariat à la Jeunesse du gouvernement du Québec au sujet de l'utilisation du numérique, d'abord pour rejoindre les jeunes, puis pour écouter leur voix publique en ligne.

1) Comprendre les pratiques en ligne pour rejoindre les jeunes

La première partie de ce bulletin rassemble des contributions issues de la journée d'études du 25 février 2016. Les deux premiers textes mettent la table en présentant les sociabilités numériques des jeunes : **Florence Millerand et collègues** montrent comment les pratiques de visionnement connecté s'inscrivent dans des réseaux de sociabilité, puis **Clair e Balleys** présente

les façons dont *YouTube* peut être un espace d'expression identitaire.

Ensuite, deux textes illustrent les pratiques informationnelles en ligne des jeunes : **Yaelle Amsellem-Mainguy** traite de la façon dont les jeunes Français s'informent sur la santé, alors qu'**Eddy Supeno** présente l'horizon informationnel des jeunes adultes non diplômés, en ce qui concerne la formation et le travail. Puis, deux autres textes présentent des enjeux de l'intervention à l'ère du numérique. Dans leur texte «Un intervenant dans la poche», **Christine Thoër et collègues** examinent la transition de *Tel-jeunes* au Québec alors que le service a commencé à inclure les textos parmi les moyens de communication avec les jeunes. Pour leur part, **Sylvie Jochems et Rachel Dupuis** traitent des enjeux de la violence médiée par les technologies numériques, en rappelant au passage son articulation avec la vie hors ligne. Enfin, **Gilles Pronovost** clôt cette partie du bulletin en récapitulant les enjeux des usages numériques en ce qui a trait aux temporalités et aux valeurs des jeunes.

ONT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO...

Nicole Gallant	1
Florence Millerand, Christine Thoër, Caroline Vrignaud, Nina Duque et Judith Gaudet	2
Claire Balleys	4
Yaëlle Amsellem-Mainguy	6
Eddy Supeno	7
Christine Thoër, Kathia Noiseux, Claire Vanier et Caroline Vrignaud	9
Sylvie Jochems, Rachel Dupuis, Elizabeth harper et Myriam Dubé	10
Gilles Pronovost	12
Nicole Gallant	14
Caroline Caron	16
Patrícia Dias Da Silva	18
Claire Balleys	20

2) Comprendre les pratiques politiques en ligne des jeunes pour mieux les entendre

Une seconde partie de ce bulletin rassemble des textes qui alimentent la réflexion sur les pratiques politiques des jeunes en ligne, thème de la journée d'études du 17 février 2017. D'abord, **Nicole Gallant** cadre les pratiques numériques parmi les autres pratiques politiques, en présentant un modèle d'analyse cherchant à montrer pourquoi les pouvoirs publics s'en préoccupent généralement peu, passant à côté de tout un pan d'expression politique des jeunes aujourd'hui. Puis, deux chercheuses exposent leurs travaux sur les usages politiques du numérique, en se concentrant sur des pratiques prenant corps sur la plateforme *YouTube*.

D'abord, **Caroline Caron** montre comment les adolescents peuvent utiliser des vlogues pour exprimer informellement des idées sociales, civiques ou politiques. Pour sa part, **Patricia Dias da Silva** illustre les modalités de la participation politique sur *YouTube* (notamment par l'usage de l'humour et de la parodie), mais elle montre aussi les enjeux de surveillance liés à la dénonciation en ligne d'injustices et d'abus politiques.

Enfin, un dernier texte issu de cette journée explore le potentiel de ce type de pratique du point de vue de l'État. **Claire Balleys** revient ici avec un second texte, qui esquisse les limites et les possibles ouverts par un projet d'expérimentation né de la saine préoccupation du Secrétariat à la Jeunesse (SAJ) sur les meilleurs moyens de rejoindre la jeunesse québécoise par

le numérique. Conçu et mené par Claire Balleys pour l'OJS en partenariat avec le SAJ, ce projet consistait à inviter de jeunes *YouTubeurs* actifs à produire un vidéo sur une thématique d'intérêt pour le SAJ et l'État québécois.

Cette deuxième journée d'étude était aussi un point culminant de ce projet, puisqu'elle avait offert aux jeunes *YouTubeurs* l'occasion de ne présenter en personne leur vidéo devant public. La journée s'était conclue sur une table ronde réunissant ces jeunes, une chercheuse (Caroline Caron) et un représentant du gouvernement (Frederico Fonseca, alors directeur des politiques et des relations interministérielles pour le SAJ). Tout comme les vidéos des présentations de chercheurs lors de ces deux journées d'étude de l'OJS, cette table ronde sera bientôt disponible sur la chaîne *YouTube* de l'OJS.

I. Comprendre les pratiques en ligne pour rejoindre les jeunes

Le visionnement de contenus de divertissement en ligne et les réseaux de sociabilité chez les jeunes

FLORENCE MILLERAND, CHRISTINE THOËR, CAROLINE VRIGNAUD, NINA DUQUE et JUDITH GAUDET

Université du Québec à Montréal

Internet constitue un mode d'accès aux contenus de divertissement audiovisuels de plus en plus populaire auprès des jeunes. Au Québec, 70% des 18-24 ans regardent des films, des séries télévisuelles, des Web séries ou des émissions télévisées de manière connectée et 84% des vidéos (CEFRIO, 2016). *YouTube* est actuellement le site préféré des jeunes canadiens âgés de 8 à 15 ans, avant les sites de réseaux sociaux (Steeves, 2014) et le temps passé devant les écrans est en progression constante.

L'objectif de notre projet, qui s'appuie sur une recherche qualitative exploratoire (groupes focus et entrevues semi-dirigées) réalisée auprès de jeunes Québécois âgés de 12 à 25 ans, est de cerner comment les jeunes regardent des contenus de divertissement en mode « connecté » et de comprendre dans quelle mesure les dispositifs techniques du Web social transforment et font émerger de nouveaux usages des contenus audiovisuels par ces publics. Nous visons également à saisir la façon dont les réseaux de sociabilité interviennent dans les pratiques de visionnement connecté et à mieux cerner les variations des pratiques selon l'âge et le genre.

Nos résultats (Thoër et al., 2015; Millerand et al., 2016; Thoër et Millerand, 2017) indiquent que les jeunes visionnent une multitude de contenus en ligne dans une perspective de divertissement, qu'ils distinguent selon le format : long ou court. Les formats longs sont plus souvent des contenus issus de la télévision (notamment des séries et des émissions de télé-réalité, émissions d'affaires publiques, talk-show, documentaires, etc.) diffusés sur les sites des chaînes ou sites de « replay », comme tou.tv et sur les sites de streaming illégal ou légal, notamment *Netflix*. Cette possibilité du rattrapage en ligne brouille d'ailleurs les frontières entre diffusion télévisuelle et

en ligne. Les formats courts sont des vidéos qui ont pour particularité d'être disponibles uniquement sur le Web, et qui sont, pour les plus jeunes, les contenus qu'ils regardent le plus. Ils y accèdent principalement via des réseaux sociaux (*YouTube, Vine, Facebook, et Twitter* pour les plus âgés, etc.), *YouTube* étant la plateforme la plus souvent utilisée.

Bien que l'on constate des variations selon l'âge et le genre, la recherche révèle une très forte individualisation dans les pratiques de visionnement, qui contribue dans certains cas à reconfigurer les lieux d'écoute et les dynamiques relationnelles au sein des foyers. Ces contextes de visionnement teintent les pratiques ainsi que le sens qu'elles prennent pour les jeunes, en particulier selon que l'écoute est individuelle ou collective et qu'elle est réalisée entre amis ou en famille. La diffusion des périphériques mobiles connectés favorise de nouveaux temps et contextes de visionnement, qui permettent aux plus jeunes de s'affranchir de l'autorité parentale.

Si l'écoute est majoritairement individuelle, l'écoute à deux ou plusieurs ne disparaît pas, et la dimension relationnelle reste cruciale, tant pour la sélection que l'appropriation des contenus. Les pairs jouent ainsi un rôle capital à plusieurs égards. Les jeunes disent suivre, mais aussi solliciter les recommandations des amis avec lesquels ils ont des affinités en termes de goûts. Les échanges entre pairs autour des contenus visionnés sont l'occasion de partager le plaisir ressenti et de l'entretenir, de mieux comprendre ce que l'on a vu et d'en débattre, et pour certains de faire du moment de visionnement une activité sociale. Certains vont même imaginer, voire réécrire les scénarios de leurs séries préférées avec leurs amis. Au-delà des affinités de goûts, les recommandations

des amis sont importantes parce qu'avoir vu certains contenus permet d'être dans la conversation et consolide l'appartenance au groupe de pairs. Les jeunes visionnent également des contenus qui leur sont proposés par les systèmes de recommandation automatisés des moteurs de recherche et notamment celui de la plateforme *YouTube*. Enfin, ils choisissent des contenus en fonction de sujets qui les passionnent ou dont ils ont entendu parler et sur lesquels ils veulent se renseigner, utilisant les vidéos en ligne à la manière d'une base de connaissance. L'accessibilité des contenus en ligne et la convivialité des plateformes interviennent également dans le choix des contenus visionnés, ce qui explique l'attrait des plateformes *Netflix* et *YouTube*.

La recherche a également fait émerger la place qu'occupent les vidéos « Do it yourself » ou « tuto », et les vlogues produits par des *YouTubeurs* avec lesquels plusieurs des participants rencontrés, notamment les plus jeunes, semblent avoir développé une relation parasociale (Hartmann, 2015). Les participants expriment en effet un fort sentiment de proximité avec certains *YouTubeurs*, qu'ils apprécient particulièrement parce qu'ils abordent des sujets qui les concernent, souvent avec humour et un ton décalé, que ces *YouTubeurs* sont « des jeunes comme eux », qui leur ressemblent et qu'ils ont le sentiment de connaître, les suivant pour certains depuis plusieurs années. Par ailleurs, ils soulignent pouvoir interagir avec les *YouTubeurs* via les commentaires publiés sous chaque nouvelle vidéo, même si aucun de nos participants ne l'avait fait. Les participants apprécient également le statut « pro-amateurs » (Leadbeater et Miller, 2004) des *YouTubeurs* et leur transparence quant aux stratégies de réalisation des vidéos et de monétisation des contenus publiés en ligne (distinguant des *YouTubeurs*

« authentiques » de ceux qui pratiquent le placement de produits sans discernement). La régularité des publications et la courte durée des vidéos contribuent aussi à la fidélisation des jeunes et à l'intégration du visionnement dans des contextes variés.

Références

- CEFRIO. (2016). Le divertissement en ligne au Québec, 7(6). http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/NE_Tendances2016-FasciculeDivertissementenligne-FINAL.pdf Consulté le 1^{er} juin 2017.
- Hartmann, T. (2015). « Parasocial interactions and paracomunication with new media characters Mediated Interpersonal Communication. » Dans E. A. Konijn, S. Utz, M. Tanis et S. Barnes (dir.), *Parasocial interactions and paracomunication with new media characters* (pp.177-199). Lawrence Erlbaum Associates Editors.
- Leadbeater, C. et Miller, P. (2004). *The Pro-Am Revolution: How Enthusiasts are Changing Our Society and Economy*. Demos
- Millerand, F., Thoer, C. et Vrignaud, C. (2016). « Regarder des séries en ligne : les formes de l'attachement chez de jeunes adultes québécois. » Dans J. Chateaufvert et G. Delavaud (dir.), *D'un écran à l'autre* (pp. 557-571). Paris: L'Harmattan.
- Steeves, V. (2014). *Young Canadians in a Wired World, Phase III : Life Online*. Ottawa: MédiaSmarts
- Thoer, C. et Millerand, F. (2017). « Faut-il s'inquiéter de la progression de l'écoute de vidéos sur Internet ? Des jeunes racontent... » Dans J.A. Souissa (dir.), *Sommes-nous trop branchés? La cyberdépendance* (pp. 83-111). Montréal (Québec) : Presses de l'Université du Québec.
- Thoer, C., Millerand, F., Vrignaud, C., Duque, N. et Gaudet, J. (2015). « Sur le web, je regarde des vidéos, des séries et des émissions : catégorisation des contenus de divertissement visionnés en ligne par les jeunes de 12 à 25 ans ». *Comunicazioni Sociali - Journal of Media, Performing Arts and Cultural Studies*, 2, 191-207.

YouTube comme plateforme d'expression identitaire, sociale et politique

CLAIRE BALLEYS

Institut national de la recherche scientifique

Depuis plus de dix ans et de manière exponentielle, *YouTube* constitue une plateforme d'expression identitaire, sociale et politique de la jeunesse. Elle est aujourd'hui le premier média de diffusion de contenus audiovisuels réalisés et postés en ligne par les jeunes mais aussi le premier support de visionnement chez les jeunes, au Québec et en Suisse (Reeves, 2014 ; Willemse, Waller, Suter et al., 2014). Par conséquent, et c'est ce qui en fait un média totalement inédit, les jeunes sont simultanément producteurs et récepteurs de contenus vidéos postés sur *YouTube*. Ce que ces jeunes « *YouTubeurs* » nomment la « Communauté *YouTube* » se caractérise par une dynamique éminemment relationnelle (Lange, 2009 ; Rotman et Pearce, 2010; Balleys, 2017). En effet, contrairement aux médias traditionnels comme la télévision, les vidéos diffusées par ces jeunes sur *YouTube* ont pour objectif de créer une interaction entre émetteur et destinataires, mais aussi entre destinataires. Le public des internautes est ainsi invité à réagir aux vidéos visionnées, par différentes actions permettant la prise de position :

1. L'évaluation de la vidéo, qui s'exprime par les « petits pouces » « j'aime » ou « je n'aime pas » prévus à cet effet.
2. La rédaction et la publication d'un commentaire qui va apparaître sous la vidéo (commentaires qui peuvent également être « aimés » ou « pas aimés »).
3. L'abonnement à la chaîne du *YouTubeur*, ce qui permet de s'affilier à une communauté de fans et de suivre l'actualité de ses productions.
4. Le partage de la vidéo sur les médias sociaux, par exemple sur *Facebook*,

accompagné ou non d'un commentaire.

Les vidéos postées sur *YouTube* sont donc l'objet de tout un travail évaluatif et discursif qui s'effectue entre internautes, qui parfois forment une communauté de fans. Les *YouTubeurs* s'adressent à cette communauté tout au long de leurs vidéocasts, par des formules telles que : « j'espère que cette vidéo va vous plaire » ; « dites-moi ce que vous en pensez dans les commentaires » ; « dites-moi si vous voulez que je continue ce genre de vidéo » ; « abonnez-vous à ma chaîne » ; « mettez-moi un petit pouce bleu ; ça fait toujours plaisir ».

Si *YouTube* a tant de succès auprès des jeunes, c'est entre autres parce qu'il représente une scène inédite de mise en public de soi et permet d'enclencher un double processus de reconnaissance sociale (Balleys, 2017). Premièrement, les *YouTubeurs* obtiennent de la reconnaissance sociale de la part des internautes qui visionnent, évaluent et valident la prestation en ligne. Deuxièmement, les membres de leur public se reconnaissent dans les contenus produits et s'identifient par conséquent aux *YouTubeurs* qu'ils suivent. L'interaction médiatisée entre les *YouTubeurs* et leur public est ainsi jalonnée de propos tels que : « on a déjà tous vécu ça » ; « dites-moi dans les commentaires si vous êtes comme moi » et en réponse, dans les commentaires : « merci pour ta vidéo je suis comme toi » ; « je me suis reconnue ».

Ces échanges témoignent de la quête d'un sentiment d'appartenance identitaire commune, par exemple à un genre, à une orientation sexuelle, à une culture. Sur *YouTube*, des jeunes s'adressent à d'autres jeunes pour parler

de ce qui les concerne et de ce qui les préoccupe. Bien que ces témoignages soient le produit d'un exercice de représentation de soi et non un exercice spontané (sans mise en scène), il n'empêche qu'ils ouvrent une fenêtre encore inexplorée sur les positionnements identitaires, sociaux et politiques de la jeunesse contemporaine.

A partir de ces constats, comment les institutions publiques peuvent-elles être « rejoindre les jeunes » sur *YouTube*, là où ils s'expriment et créent un espace de débat public ? Est-ce souhaitable ?

YouTube possède un potentiel de visibilité indéniable pour la diffusion d'un message institutionnel. Cependant, le succès n'est de loin pas garanti, ni en termes du nombre de visionnage, ni en termes de pertinence du message, ni en termes de réception par les jeunes. De notre point de vue, certaines conditions sont à respecter :

1. Quelle que soit la thématique abordée, il faut tenir compte des représentations sociales qui lui sont associées. L'alcool, par exemple, est associé à la fête, à une forme de savoir vivre et de savoir « lâcher-prise » (Pecqueur et al., 2016), ce qui n'est d'ailleurs pas propre à la jeunesse. Un message uniquement prescriptif risque dès lors de créer un réflexe de distanciation vis-à-vis d'un contenu trop éloigné de l'imaginaire social.
2. Du point de vue de la forme du message, il serait intéressant d'inclure les dimensions de l'humour et de l'ironie ou celle du récit d'expérience vécue, très présentes sur *YouTube* (Balleys, 2016). L'objectif est ici de respecter les formats qui créent du plaisir au visionnement ou sont susceptibles

d'activer des processus identificatoires.

3. Se distancer, voire se défaire, des représentations de la jeunesse alimentant une forme de panique morale (boyd, 2014 ; Livingstone, Helsper, 2007 ; Livingstone, 2010), souvent déconnectées de la réalité perçue et vécue par les jeunes.
4. Il semble judicieux, enfin, d'inclure les jeunes dans la production et la diffusion des messages qui leur sont destinés. Non pas uniquement comme informateurs mais bien en tant que partenaires.

Pour donner un exemple de vidéo diffusant un message de prévention s'adressant avec justesse à son public cible, c'est-à-dire qui énonce explicitement des règles de conduite tout en activant des processus de distanciation vis-à-vis des discours alarmistes (notamment médiatiques) et en misant sur l'humour, nous pouvons mentionner la vidéo de la chaîne « Norman fait des vidéos » sur la consommation d'alcool : Norman-L'alcool.

En guise de conclusion, nous aimerions répondre à la seconde question posée en amont : est-ce souhaitable de se saisir, en tant qu'institution publique, de *YouTube* comme plateforme d'expression ? Notre réponse est oui. La présence des institutions publiques sur *YouTube* est nécessaire, et ce, pas seulement dans un objectif de communication ou d'intervention, mais aussi dans le but de contrebalancer l'omniprésence de l'entreprise privée dans cet espace expressif et discursif. En effet, les industries cosmétiques, vestimentaires et alimentaires notamment ont parfaitement saisi le potentiel de *YouTube* en tant que plateforme permettant de « rejoindre les jeunes ». Il est du devoir de l'Etat de s'engager sur cet espace et de construire avec la jeunesse une réelle collaboration politique, l'instrumentalisation en moins, la bienveillance en plus.

Références

Balleys, C. (2016). « "Nous les mecs." La mise en scène de l'intimité masculine sur YouTube. » Dans É. Dagiral et O. Martin (dir.), *L'ordinaire d'internet. Le web dans nos pratiques et relations sociales*, Armand Colin, Paris.

Balleys, C. (2017). « L'incontrôlable besoin de contrôle. Les performances de la féminité par les adolescentes sur YouTube », *Genre, sexualité & société*, n° 17.

boyd, d. (2014). *It's Complicated. The Social Life of Networked Teens*, Yale University Press, New Haven/Londres.

Lange, P. (2009). Videos of Affinity on YouTube. In *The YouTube Reader*, edited by P. Snickars and P. Vonderau. (pp. 70-88). Stockholm: National Library of Sweden.

Livingstone, S. et Helsper, E. (2007). « Gradations in digital inclusion : Children, young people, and the digital divide », *New Media & Society*, 4 (9), 671-696.

Livingstone, S. (2010) « Digital learning and participation among youth : critical reflections on future research priorities », *International Journal of Learning and Media*, 2,(2-3), 1-13.

Norman- l'alcool, vidéo publié le 12 novembre 2015 sur YouTube, chaîne : Norman fait des vidéos, en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=dvXQW6l8TnI>

Pecqueur, C., Christophe M. et Gilles D. (2016). « Identités de genre et consommation d'alcool. L'évolution des pratiques festives juvéniles à travers les générations », *Agora débats/jeunesses*, 74 (3), 39-53.

Rotman, D. et Preece, J. (2010) « The 'WeTube' in YouTube – creating an online community through video sharing », *Int. J. Web Based Communities*, 6 (3), 317–333.

Steeves, V. (2014). *Young Canadians in a Wired World, Phase III: Life Online*, Ottawa: MediaSmarts.

Willemsse, I., Waller, G., Suter, L., Genner, S., Opplier, S., Huber, A. et Süß, D. (2014). *JAMES - jeunes, activités, médias – enquête Suisse Zürich* : ZHAW.



De gauche à droite : Claire Balleys, Sylvie Jochems et Rachel Dupuis.
Journée d'étude « Rejoindre la jeunesse par le numérique ». 25 février 2016. Photo : Johanna Cardona

Jeunes, genre et internet : l'exemple des recherches d'informations sur la santé

YVÈLLE AMSELLEM-MAINGUY

Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

L'analyse du recours à internet pour des questions de santé par les jeunes offre la possibilité d'éclairer également l'accès aux professionnels de santé et les représentations des jeunes concernant les acteurs du champ médico-social (Amsellem-Mainguy, 2016). De même, cette analyse permet de cerner les appréhensions liées à la consultation médicale notamment sur sa visibilité et à sa traçabilité par le biais de la carte vitale.

Les études menées en population générale sur l'usage d'internet pour la santé montrent que « les facteurs discriminants de cet usage sont l'âge, le niveau de diplôme, le niveau de revenu ou bien l'origine ; autant de facteurs discriminants l'accès à internet lui-même » (Renahy et al., 2008, p.118). Elles recoupent les autres données des enquêtes sur les usages des TIC et celles sur les loisirs, montrant que l'analyse des équipements et de l'accès ne suffit plus aujourd'hui, mais que les disparités intragénérationnelles s'observent dans les pratiques et les usages¹. En effet, les enfants de cadres demeurent plus consommateurs de toutes les formes de culture (légitime ou médiatique) que les enfants d'ouvriers, leurs usages étant plus diversifiés (Octobre et al, 2010). Néanmoins, l'origine sociale ne joue plus le rôle principal dans l'orientation des comportements et la transmission des pratiques en matière de loisirs (Lahire, 2004), même si elle demeure un indicateur important pour comprendre la diversité des pratiques. Partant du constat que les jeunes se caractérisent par une vie où la présence des pairs,

de la famille et de l'école est importante, on verra comment ces instances de socialisation jouent un rôle dans la recherche d'informations sur la santé. Des travaux antérieurs (Granjon, 2009; Fluckiger, 2009) montrent d'ailleurs que l'appropriation d'internet (familiarisation avec les outils, ressources...) est avant tout intragénérationnelle (c'est avant tout entre amis que les adolescents apprennent à utiliser internet, on y reviendra). Même si ce n'est pas suffisant pour assurer un certain niveau d'expertise et une autonomie satisfaisante (Fluckiger, 2009), on retrouve alors le rôle des familles où peut se transmettre un « capital informatique ».

Concernant les pratiques des jeunes en France, les données du Baromètre santé 2010 (Inpes) montrent qu'un tiers de la population française utilise internet pour des questions de santé (38,9% des femmes vs 30,4% des hommes). Du côté des pratiques des jeunes, on constate que si la quasi totalité des 15-30 ans sont des internautes, un peu moins de la moitié d'entre eux (48%) s'est déjà connectée à internet pour des questions de santé (chercher des informations, avoir un conseil). L'usage d'internet pour la santé augmente avec l'âge : 39% des 15-19 ans ; 50% des 20-25 ans ; et 55% des 26-30 ans. Parmi ceux qui ne consultent pas internet pour des raisons de santé, on retrouve ceux qui se sentent suffisamment informés (74%), ceux qui considèrent qu'il vaut mieux aller voir un médecin, et ceux qui se méfient des informations que l'on peut trouver sur le net. Trois jeunes sur 10 déclarent avoir cherché de l'information plutôt que d'aller chez le médecin ; ils sont

L'usage d'internet pour la santé augmente avec l'âge :
39% des 15-19 ans ;
50% des 20-25 ans ;
et 55% des 26-30 ans.

aussi nombreux à l'avoir fait avant d'aller chez le médecin. Un jeune sur 4 déclare avoir cherché de l'information sur internet sans lien direct avec une consultation médicale. Enfin, 1/3 des jeunes enquêtés dans le baromètre santé déclare avoir modifié la façon de s'occuper de sa santé suite aux informations trouvées sur internet².

On s'attachera ici à discuter des pratiques genrées en matière de recherche d'information sur la santé qui permettent de comprendre à la fois la manière de chercher, les questions posées et les réponses attendues, et comment cela intervient sur la construction identitaire pendant la période de la jeunesse.

Notes

¹ On constate en effet aujourd'hui une moindre importance de la fracture liée à l'équipement mais une persistance de celle liée à la maîtrise de l'outil.

² Un sondage réalisé par Ipsos pour le Conseil National de l'Ordre des médecins en 2010 montre que les médecins restent la principale source d'information en matière de santé, devant Internet. Avec 89% de citations, le médecin (généraliste, spécialiste ou hospitalier) arrive en tête pour s'informer en matière de santé, devant Internet (64% de citations), les proches (64%) et le pharmacien (63%), et, citées encore par plus d'une personne sur deux, les émissions santé à la télévision (55%). Les magazines santé ou les livres spécialisés (33%) et la radio (32%) sont quant à eux, un peu en retrait. Toujours d'après ce sondage, 7 Français sur 10 surfent sur le net pour obtenir des informations en matière de santé : la pratique est répandue. Les deux tiers des Français (65%) ont déjà consulté Internet pour en savoir plus sur une maladie ou ses symptômes, quatre sur dix (42%) l'ont déjà fait pour obtenir des informations concernant un médicament, un traitement médical, ou des conseils pratiques pour rester en bonne santé, un peu plus d'une personne sur trois (37%) y recherche encore des témoignages d'autres patients, 15% sont en quête de l'avis d'un médecin. 23% le font

pour mieux comprendre le diagnostic du médecin, 20% y recherchent des témoignages de personnes souffrant des mêmes symptômes qu'eux, et 17% le font pour être capable de poser des questions précises à leur médecin avant d'aller le voir. Seules 9% des recherches effectuées sur Internet ont pour objectif de vérifier l'exactitude du diagnostic du médecin.

Références

Amsellem-Mainguy, Y. (2016). « Usages d'Internet pour la santé par les jeunes : place des professionnels de santé et des parents »,

revue *Education santé, sociétés*, 3(1), 69-85. <https://books.google.fr/books?id=nFfwDQA AQBAJ&lpg=PP5&dq=9782813002518&hl=fr&pg=PP1&output=embed>

Fluckiger C. (2007) *L'appropriation des TICs par les collégiens dans les sphères familiales et scolaires*. Doctorat en sciences de l'éducation, ENS Cachan.

Granjon F., Lelong B. et Metzger, J. (2009) *Inégalités numériques : clivages sociaux et modes d'appropriation des TIC*, Lavoisier.

Lahire B., 2004, *La culture des individus*, Paris La découverte.

Octobre, S., Détrez, C., Mercklé, P. et Berthomier, N. (2010). *L'enfance des loisirs: Trajectoires communes et parcours individuels de la fin de l'enfance à la grande adolescence*. Paris: Ministère de la Culture – DEPS

Rénahy, E., Parizot, I. et Chauvin P. (2008). « Internet et santé : les enseignements de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages, France, 2005 », *Revue d'épidémiologie et de santé publique*, 56, 117-125.

La jeunesse numérique : un aperçu sous l'angle informationnel de la formation et du travail

EDDY SUPENO

Université de Sherbrooke

Le passage à l'âge adulte est une période de vie qui se caractérise notamment par la densité et l'importance des transitions rencontrées (décohabitation parentale, etc.). Sans être plus importantes, les transitions relatives à la formation et au travail y revêtent une résonance particulière. Dans des sociétés dites industrialisées, l'acquisition d'une formation qualifiante demeure en effet encore un gage important d'un investissement durable de la sphère du travail, dimension structurante de la vie sociale.

L'omniprésence des technologies de l'information et des communications (TIC), en retravaillant profondément la matière sociale, affectent ces deux transitions. Mais comme ce phénomène concerne ici une population née et ayant grandi dans un environnement numérique, le risque existe d'homogénéiser les pratiques des jeunes adultes. Communiquer assidûment via les réseaux sociaux par exemple ne doit pas amener le chercheur à conclure que les TIC constituent, *de facto*, des interfaces privilégiés lorsque les jeunes adultes cherchent de l'information sur la formation et le travail. C'est une sorte d'évidence dont le chercheur doit avoir conscience pour étudier leurs pratiques

informationnelles sous l'angle du numérique.

À partir de travaux antérieurs (Supeno et Mongeau, 2015), les sources numériques d'information que mobilisent de jeunes adultes en matière de formation et de travail ont été identifiées. Deux populations ont été étudiées : de jeunes adultes non diplômés et en situation de précarité (JAND) et des cégépiens. Dans un premier temps, les résultats des JAND sont présentés puis une analyse comparative entre JAND et cégépiens suit.

À partir d'une centaine d'entretiens collectés en trois vagues annuelles auprès de 22 JAND interviewés lors d'une enquête longitudinale (Bourdon et al., 2009), 290 déclarations sur des sources d'information sur la formation, le travail et l'intégration sociale (santé et logement) ont été relevées. Sur ce nombre :

- 111 déclarations étaient associées aux sources non-relationnelles ou non-humaines (incluant les sources numériques).
- De ce nombre, 16 étaient reliées aux sources numériques, soit 5.5% du total des déclarations.
- Sur les 16, 11 étaient spécifiquement rattachées aux sources numériques sur la formation

et le travail et toutes étaient associées à la même source (internet).

Ces premiers résultats indiquent, a priori, que les jeunes adultes se tournent peu vers les sources numériques lorsqu'ils cherchent de l'information sur la formation et le travail. Un constat cohérent avec une littérature sur les pratiques informationnelles – au sens large – auprès des jeunes adultes : ces derniers privilégieraient les sources humaines, en particulier l'entourage proche (famille, amis, conjoint).

Pour amener la réflexion un peu plus loin, une analyse comparative entre les bifurcations biographiques entre ces JAND (n=7) et cégépiens (n=8) a été réalisée (Supeno, Mongeau et Pariseau, 2016). Les données sur les cégépiens proviennent d'entretiens collectés dans une recherche sur la persévérance au collégial (Bourdon et al., 2007). L'étude à partir de bifurcations est intéressante à plusieurs égards. Premièrement, ce type de transition imprévue témoigne d'un passage à l'âge adulte désormais moins linéaire. Deuxièmement, une bifurcation est par définition un tournant majeur aux effets parfois irréversibles pour la suite du parcours. Dans ces circonstances, rechercher de l'information constitue une activité importante en tant que tentative de trouver une réponse à un

choix de formation ou de travail. Ici, l'hypothèse de travail consiste à supposer que les jeunes adultes, engagés dans une situation potentiellement anxiogène, vont se tourner vers les sources d'information jugées subjectivement les plus accessibles et légitimes.

Pour les besoins de l'analyse, les quinze bifurcations retenues concernent uniquement des situations de formation ou de travail : si les bifurcations des cégépiens portent majoritairement sur des réorientations scolaires (ex. : abandon d'un DEC préuniversitaire pour s'inscrire dans une Technique), celles des JAND concernent des mouvements dans leurs parcours d'emploi ou de formation (ex. : diagnostic de maladie qui précarise fortement le maintien en emploi, rencontre amoureuse qui conduit à un retour en formation). Dans les bifurcations des JAND, sur 22 déclarations sur les sources d'information sur la formation, seulement 3 concernent les sources numériques (courriel, internet, réseaux sociaux). Les sources d'information sur le travail recueillent 6 déclarations et aucune n'est associée à une source numérique. Chez les cégépiens, 11

déclarations portent sur les sources d'information sur la formation dont une seule concerne une source numérique. Onze déclarations également portent sur les sources d'information sur le travail dont deux déclarations portent sur une source numérique. Là aussi, on observe la part minoritaire du numérique dans les sources d'information que mobilisent tant les JAND que les cégépiens dans les bifurcations. Ce sont majoritairement les sources relationnelles et en particulier l'entourage proche qui constitue leur horizon informationnel. Il serait toutefois hâtif de conclure que le numérique ne représente pas un moyen privilégié pour les rejoindre. Sa seule omniprésence dans l'espace social justifie d'en tenir compte : ce sont plutôt ses utilisations actuelles – par les dispositifs institutionnels tels les agences gouvernementales, organismes d'employabilité, etc. – qui mériteraient probablement d'être revisités. Dans tous les cas, les résultats présentés invitent à la prudence dans les stratégies pour rejoindre cette population – diplômée ou non – en matière

Les résultats présentés invitent à la prudence dans les stratégies pour rejoindre cette population – diplômée ou non – en matière informationnelle.

informationnelle. Des analyses plus fines, susceptibles de considérer autant la grande variabilité des pratiques informationnelles des jeunes adultes que les multiples espaces sociaux où ces derniers interagissent constamment, seraient les bienvenues.

Références

Bourdon, S., Bélisle, R., Garon, S., Michaud, G., Van Caloen, B., Gosselin, M., Yergeau, É. et Chanoux, P. (2009). *Transitions, soutien aux transitions et apprentissage de jeunes adultes non diplômés en situation de précarité. Projet ELJASP - Note de recherche 1*. Sherbrooke : Équipe de recherche sur les transitions et l'apprentissage (ÉRTA), Université de Sherbrooke.

Bourdon, S., Charbonneau, J., Cournoyer, L. et Lapostolle, L. (2007). *Famille, réseaux et persévérance au collégial Phase 1. Rapport de recherche*. Sherbrooke : Équipe de recherche sur les transitions et l'apprentissage (ÉRTA), Université de Sherbrooke.

Supeno, E., Mongeau, V. et Pariseau, M.-M. (2016). « Quand tout se joue ...Bifurcations, horizon et informations. » *Revue jeunes et société*, 1(2), 57-78.

Supeno, E. et Mongeau, V. (2015). « Horizon informationnel sur la formation et le travail chez de jeunes adultes non diplômés en situation de précarité. » *Nouveaux c@hiers de la recherche en éducation*, 18(1), 114-136.



De gauche à droite à l'écran: Nicole Gallant, Mélanie Millette et Eddy Supeno.
De gauche à droite en salle: Christine Thoër et Florence Millerand.
Journée d'étude « Rejoindre la jeunesse par le numérique ». 25 février 2016.

Photo : Johanna Cardona

Un intervenant dans la poche: représentations et usages du service texto de *Tel-jeunes* par de jeunes québécois

CHRISTINE THOËR, KATHIA NOISEUX, CLAIRE VANIER et CAROLINE VRIGNAUD
Université du Québec à Montréal

En mars 2013, *Tel-jeunes* a souhaité se doter d'un nouveau mode d'intervention par texto qui semblait gagner en popularité auprès des 12-18 ans. L'objectif était d'offrir aux jeunes la possibilité de contacter un intervenant du service *Tel-jeunes* par texto, pour poser leurs questions et exposer leurs problèmes, comme ils pouvaient déjà le faire par téléphone, par courriel, par clavardage ou via le forum d'entraide, accessible depuis le site Internet du service. Ce type d'intervention innovant constitue une première au Québec, et si la littérature documente les effets d'interventions par texto (Thoër et al., 2015), les études portant sur le processus d'implantation de ce type d'intervention sont rares. Aussi, *Tel-jeunes* a décidé d'engager, parallèlement au lancement du service, une recherche avec des chercheuses de l'UQAM, en collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM. La recherche a ainsi pu accompagner la mise en place du service texto, qui a nécessité des ajustements (essais/erreurs) continuels afin de répondre aux besoins des jeunes et de faciliter le travail des intervenants. Elle s'apparente ainsi, à plusieurs égards, à une recherche-action.

La recherche avait pour objectifs 1) de cerner les motivations, les contextes et les types de problématiques qui amènent les jeunes à utiliser le texto pour contacter *Tel-jeunes* et, surtout, d'identifier leurs représentations et attentes à l'égard de ce type d'intervention; 2) de documenter les caractéristiques des conversations par texto entre jeunes et intervenants; et 3) de cerner l'expérience des intervenants, notamment pour comprendre les effets perçus de ce mode d'intervention sur leur tâche, les bénéfices et les difficultés

identifiés par les intervenants et les stratégies d'intervention par texto qui leur semblent les plus adaptées.

Nous avons opté pour une stratégie méthodologique mixte qui s'est déroulée en trois étapes, mobilisant des modes de collecte et d'analyse des données qualitatif et quantitatif. De novembre 2013 à mai 2014, nous avons organisé des groupes focus (4) avec 23 jeunes âgés de 15 à 17 ans, réalisé une analyse de contenu d'un corpus de 601 conversations par texto entre jeunes et intervenants, extraites des premiers mois d'activité du service, pour un total de 13 236 textos, et mené des groupes focus (2), avec 11 des 21 intervenants du service texto de *Tel-jeunes*. Nous avons également organisé une rencontre avec l'équipe de *Tel-jeunes* pour partager les résultats de la recherche le 14 juillet 2014, ce qui a permis d'affiner l'analyse.

Nos analyses (Thoër et al., 2017; Thoër et al., 2015) montrent que le service texto répond à un besoin de communication des jeunes qui ont intégré la pratique du texto dans leur quotidien. Le service semble aussi permettre de rejoindre une autre clientèle, qui ne contacte pas nécessairement le service par téléphone, par clavardage, par courriel ou via le forum d'entraide. Le texto constitue notamment le mode de communication que préfèrent les filles pour contacter le service *Tel-jeunes*, celles-ci considérant que le téléphone cellulaire permet de recréer un espace d'intimité au sein comme à l'extérieur du domicile. Pour les garçons, c'est le clavardage qui est le mode de communication privilégié, suivi du téléphone qu'ils souhaitent utiliser pour des problématiques plus complexes, ces derniers

considérant que l'ordinateur installé dans la chambre est le dispositif favorisant la plus grande intimité.

L'analyse de contenu des échanges par texto entre jeunes et intervenants semble indiquer que les jeunes sont très satisfaits de leur expérience du service texto, que leur problématique soit simple ou plus complexe. Ils apprécient particulièrement ce mode de communication qui leur permet de préserver leur anonymat, de prendre le temps de construire les questions et réponses adressées aux intervenants et de contacter le service lorsqu'ils sont confrontés à une problématique (pour les filles). Toutefois, les jeunes apprécieraient obtenir plus d'information sur le fonctionnement du service texto avant de l'utiliser. Ils ont notamment besoin d'être rassurés sur le fait qu'ils ne parlent pas à un robot mais bien à un professionnel, souhaitent recevoir rapidement des réponses à leurs textos, l'instantanéité de la communication étant l'une des caractéristiques qu'ils attribuent à ce mode de communication et que les horaires d'ouverture du service soient prolongés. Comme pour les demandes réalisées par téléphone, clavardage, courriel ou via le forum d'entraide, trois thématiques dominent, soit les relations amoureuses, la santé psychologique et la sexualité, et ces demandes émanent très largement de filles. Les conversations

comportent un nombre élevé de textos, une partie non négligeable de ces conversations portant sur des problématiques complexes.

Les groupes focus réalisés avec les intervenants et la rencontre de partage des résultats ont mis en

Le texto constitue notamment le mode de communication que préfèrent les filles pour contacter le service *Tel-jeunes*.

lumière une certaine ambivalence de la part des intervenants concernant l'intervention par texto. Ils jugent ce mode d'intervention particulièrement adapté, très efficace et satisfaisant pour répondre aux demandes d'information des jeunes, mais la plupart des intervenants rencontrés rapportent des difficultés lorsqu'il s'agit d'intervenir sur des problématiques complexes ou lorsque le jeune n'est pas très avancé dans sa réflexion. Les difficultés rencontrées ont trait aux caractéristiques de l'interaction par texto, aux limites de la plateforme développée pour *Tel-jeunes* et aux conditions de travail dans lesquelles s'est déployé ce mode d'intervention. Les intervenants s'interrogent notamment sur la possibilité d'adapter le modèle d'intervention pratiqué par *Tel-jeunes* à ce mode de communication.

En effet, jusqu'ici, l'adaptation à ce nouveau mode d'intervention avec des jeunes s'est avérée un plus grand défi que par téléphone, notamment parce que les jeunes qui contactent *Tel-jeunes* par texto seraient plus souvent en phase de pré-contemplation et de contemplation, parce que l'intervenant est généralement en relation avec plusieurs jeunes à la fois, parce qu'il n'est pas toujours facile de contrôler le déroulement de la conversation (interruption de la conversation par le jeune, étalement de la conversation) et aussi parce que le texto ne permet pas de bien saisir l'état émotif des jeunes. Ainsi les intervenants ont-ils vécu une longue période d'exploration. Depuis cette recherche, le service texto de *Tel-jeunes* a fait l'objet de transformations importantes, entre autres, sur la base des résultats de la recherche.

Références

Thoër, C., Noiseux, K., Siche, F., Palardy, C., Vanier, C. et Vrignaud, C. (2017). « Potentiels et enjeux de l'intervention par texto : l'expérience de *Tel-jeunes* au Québec. » *Santé Mentale Au Québec*, XLII(1), 337–354.

Thoër, C., Boisvert-Beauregard, S., Plamondon, M.-C. et Vrignaud, C. (2015). *Le texto, une nouvelle plateforme d'intervention pour Tel-jeunes. Usages et expériences des jeunes et des intervenants*. Rapport de recherche, Service aux collectivités de l'UQAM, ComSanté-UQAM, *Tel-jeunes*. <http://blogsgrms.com/internetsante/wp-content/uploads/2015/06/rapport-tel-jeunes.pdf>

Travail social et usages du numérique : étude de besoins en intervention sociale face à la violence médiée par les TIC et le Web chez les filles et les jeunes femmes

SYLVIE JOCHEMS et RACHEL DUPUIS
Université du Québec à Montréal

En collaboration avec
ELIZABETH HARPER et MYRIAM DUBÉ
Université du Québec à Montréal

Le travail social est un champ de pratiques sociales qui, au-delà du recours à de simples techniques d'intervention, doit faire usage de connaissances de disciplines des sciences humaines et sociales. Bien que la Loi sur les professions au Québec prescrive le travail social sous l'angle fonctionnaliste, il ne saurait se réduire à une seule définition et fait, depuis longtemps, l'objet de multiples débats. De fait, le travail social a recours à plusieurs courants théoriques pour analyser les problèmes sociaux et justifier l'acte de travail social, voire l'intervention sociale. Aussi, la fonction générique de cet acte d'intervention est celle d'une médiation entre la société, via ses institutions et

organisations, et la population, que ce ne soit auprès de personnes, de familles, de groupes restreints ou de communautés. Elle se pratique dans le réseau public comme en milieux communautaires. Bref, ce qui distingue le travail social d'autres métiers de la relation d'aide est de tenir compte du rapport entre l'humain et son environnement social, autrement dit, du contexte social (Harper et Dorvil, 2013, p. 4).

Tout comme il en est dans la population, il n'est pas surprenant de constater que le travail social et ses intervenants et intervenantes sociaux entretiennent une relation mitigée avec la technique, voire la technologie: une relation tantôt technophobe – « La technologie n'a rien à avoir avec le travail social »; « Développer des praTIC, ça nuit aux réels liens sociaux » (Jochems et Macnaughton-Osler, 2010-2014) –, tantôt technophile puisqu'il est aussi courant que des travailleurs sociaux

réclament des « boîtes à outils » d'intervention ou encore, par exemple, normalisent leurs pratiques par des systèmes experts informatisés. Somme toute, les discours qui sont véhiculés en travail social oscillent entre les postures du déterminisme technologique, du déterminisme social ou des usages des technologies comme pratiques sociales (Jauréguiberry et Proulx, 2011). Cependant, à partir de nos projets de recherche et de services à la collectivité qui ont cours depuis les années 2000, il appert qu'il soit pertinent, voire qu'il soit un passage obligé que de discuter, en amont avec les intervenantes et intervenants, de trois affirmations portant sur les pratiques médiées par le numérique, notamment en ce qui concerne l'intervention auprès des jeunes. 1) La communication n'est pas virtuelle ; elle est réelle. Même si les modes de communication sont médiés par le numérique, il demeure que l'écriture, le langage, a des effets réels

sur le lien social. 2) Il n'y a pas de bonnes ou mauvaises technologies. Les technologies ne déterminent pas l'impact sur les comportements humains et la société. Il est davantage fécond de s'intéresser aux usages et à leurs finalités. 3) Au-delà de la thèse du désengagement social et politique des jeunes – « les jeunes ne s'engagent plus comme avant » – il y a lieu d'explorer et de comprendre que les jeunes peuvent s'engager aujourd'hui différemment qu'avant.

Cela étant dit, le travail social a le devoir de participer au développement de connaissances sur les usages sociaux du numérique. Il faut d'abord contribuer à décrire et comprendre les problèmes sociaux en contexte de développement des usages des technologies de l'information et de la communication (TIC) et du Web. Et deuxièmement, nous devons nous engager à décrire, comprendre et développer des interventions sociales liées à ce contexte socio-numérique. Pour ce faire, nous devons bien sûr viser à mieux comprendre les usages que font les jeunes et selon leurs expériences.

C'est ce à quoi s'attellent les actrices du projet 2014-2016 « Prévenir et contrer la violence médiée par les TIC chez les filles et les jeunes femmes ». Ce projet a pour but de développer une approche d'intervention concertée dans les régions de Valleyfield et de Montréal. Les questions de recherche étaient multiples : Quelle est l'expérience des filles et des jeunes femmes concernées par la violence dans leurs usages des TIC ? Quelles sont les conséquences pour elles et leurs proches ? Quelles sont leurs stratégies pour contrer ces violences ? Quels sont les obstacles qu'elles rencontrent lorsqu'elles tentent de se protéger ? Quels sont leurs besoins en termes d'intervention sociale ? Quelles sont les intentions et stratégies des personnes qui exercent la violence médiée par les TIC ? Que font les intervenantes de ce que rapportent ces filles et jeunes femmes ? Quelles sont les pratiques prometteuses ? De fait, il

importe pour les chercheuses que cette étude se réfère aux besoins exprimés par des filles (17 de 13 à 17 ans) et des jeunes femmes (6 de 18 à 25 ans) pour penser les pratiques prometteuses. Ces besoins doivent alors aussi être croisés avec les résultats de deux groupes de discussion (17 intervenantes de 1ère ligne) et trois récits de pratique qui permettent de décrire et de mieux comprendre les interventions sociales actuelles dans ce contexte socio-numérique.

Ne pouvant faire un état exhaustif des résultats, nous parlerons ici de trois constats. Le premier est que nous ne sommes pas en présence d'un « nouveau problème social », ni d'une « nouvelle forme de violence », comme le suggèrent des termes tels « cyberviolence », « cyberintimidation », « cyberbullying » (Blaya, 2013) ou même « drama » (Lenhart et Page, 2015). Le problème social demeure celui de la violence (Harper et Dubé, 2015), pensé sous l'angle constructionniste (Harper, 2013, p. 54-55; Gergen, 2001), mais en contexte socio-numérique. Les filles et les jeunes femmes participantes à cette étude de besoins décrivent d'ailleurs largement les formes et les effets psychologiques, sexuels et économiques de cette violence. Le deuxième est qu'elles démontrent que cette violence est le plus souvent exercée sur deux

Nous ne sommes pas en présence d'un « nouveau problème social », ni d'une « nouvelle forme de violence », comme le suggèrent des termes tels « cyberviolence », « cyberintimidation », « cyberbullying » (Blaya, 2013) ou même « drama ».

espaces interreliés, c'est-à-dire en présentiel (dans la cour d'école) et en ligne (sur Facebook par exemple). Le troisième est que nous ne saurions faire l'adéquation habituelle Agresseurs-Victimes, Garçons-Filles. De fait, les personnes participantes témoignent qu'à la fois les filles et les jeunes femmes peuvent être, dans la même situation, auteures et victimes de la violence médiée par les TIC et le Web.

Enfin, lors d'un forum intitulé « Cyberviolence: nouvelle forme de violence ? » organisé par Relais-femmes en janvier 2016 réunissant plus d'une centaine d'intervenantes et intervenants sociaux à Montréal, il est ressorti l'importance de développer la recherche sur les pratiques d'intervention sociale communautaires et institutionnelles (Santé et Services sociaux), au-delà des milieux scolaires, déjà investis par différents chercheurs en éducation et en psychologie. Mais c'est certainement le développement de projets structurants d'interventions sociales et communautaires qui a été identifié, par les actrices de ce forum, comme piste plus prometteuse. De plus, les priorités sont celles de la formation des intervenantes et intervenants communautaires et de la concertation régionale et nationale entre acteurs et actrices communautaires, précisément peu réseautés en ce qui a trait aux les usages du numérique.

Notes

¹ Voir par exemple le système PIJ (Projet Intégration Jeunesse), qui intègre trois systèmes informatiques relatifs à la clientèle des centres jeunesse (c'est-à-dire l'enfant et ses parents). Ce système est utilisé dans 16 centres jeunesse et 2 centres de santé de la région du Nunavik.

² Sylvie Jochems a notamment travaillé avec des tables de concertation jeunesse régionales, des groupes locaux et regroupements régionaux et nationaux de femmes et familles et des organisateurs communautaires en CSSS (Centres de santé et de services sociaux).

³ Financé par le concours « Cyberviolence et violence sexuelle: aider les collectivités à intervenir » du programme de promotion de

la Femme (PPF) de Condition féminine Canada (CFC), ce projet a été initié à l'automne 2014 par Relais-femmes en étroite collaboration avec une équipe de chercheuses de l'École de travail social de l'UQAM, du Bureau de consultation jeunesse de Montréal, du Centre D'main de femmes et de l'organisme Justice Alternative du Suroît ainsi que du Service aux collectivités de l'UQAM

Références

Blaya, C. (2013). *Les ados dans le cyberspace. Prise de risque et cyberviolence* (1re éd.). Bruxelles : de boeck.

Gergen, K. (1999/2001). *Le constructionisme social. Une introduction*. Paris : Delachaux et Niestlé.

Harper, E. et Dubé, M. (2015). « Définition du problème social: violence médiée par les TIC et le Web » dans Jochems et al. *Rapport d'étude de besoins pour l'intervention sociale et communautaire*, remis à Condition féminine Canada. Non publié.

Harper, E. (2013). Chap 2 « Ancrages théoriques entre l'intersectionnalité et les pratiques narratives en travail social », dans Harper et Dorvil (dir) *Le travail social. Théories, méthodologies et pratiques* (pp. 47-68.). PUQ, Collection problèmes sociaux et interventions sociales.

Harper, E. et Dorvil, H. (2013). *Le travail social. Théories, méthodologies et pratiques*, PUQ, Collection problèmes sociaux et interventions sociales.

Jauréguiberry, F. et Proulx., S. (2011). *Usages et enjeux des technologies de communication*, Éditions Érès.

Jochems, S. et Macnaughton-Osler, K. (2010-2014). « Soigner ses TIC communautaires », *projet de formation PraTIC communautaires auprès de groupes et regroupements femmes et familles du Québec*, Services aux collectivités de l'UQAM. [Disponible en ligne à : <http://pratic.uqam.ca/>]

Lenhart, A. et Page, D. (2015). *Teens, Technology and Friendship report* [en ligne]: Pew Research Center. Récupéré de : <http://www.pewinternet.org/2015/08/06/teens-technology-and-friendships/>

Le numérique chez les jeunes : temporalités, usages, valeurs

GILLES PRONOVOST

Université du Québec à Trois-Rivières

Temporalités

Il faut insérer les usages du numérique chez les jeunes dans leurs multiples temporalités. Les médias sociaux n'ont ni la même ampleur, ni la même intensité selon que l'on a 15 ans ou 25 ans. Si « on n'est pas sérieux quand on a 17 ans », disait Rimbaud, les préoccupations, le parcours, l'horizon temporel ne sont pas les mêmes, se modifient considérablement au fil du cycle de vie du jeune, celui-ci passant de l'enfance, à « l'adonnaissance » (Singly, 2006), à l'adolescence de plus en plus difficile à cerner, au statut de « jeune adulte ». « Les multiples jeunesses » renvoient ainsi à une multiplicité de parcours, d'allers et de retours. Même si cela est mal mesuré, la trajectoire du jeune au cours de ses divers cycles de vie module considérablement son utilisation de l'Internet, tant en termes de choix de contenu, que de pratiques de sociabilité.

De plus, comme les jeunes ont généralement plus de

temps de loisir que la moyenne de la population et qu'ils ont moins d'obligations (par exemple au plan financier ou familial), il n'est que normal qu'ils consacrent généralement plus de temps sur les supports numériques, d'autant plus que ceux-ci sont de puissants pourvoyeurs de sociabilité. Mais l'effet d'âge ne doit pas occulter qu'au vu des études d'emploi du temps, le temps consacré à l'Internet tend à se stabiliser, voire décliner ; après l'engouement des premières heures, les différences d'âge tendent maintenant à s'estomper. Autrefois champions de l'Internet, les jeunes ont vu leur monopole s'effriter. Ils sont certes plus nombreux à fréquenter tous les *YouTubes* de ce monde et à écouter la musique en ligne, mais leurs pratiques de

lecture numérique (notamment les livres et les journaux quotidiens), d'échange ou de recherche d'information, ne les départagent pas vraiment des usages de l'ensemble de la population.

Usages

Quant aux usages du numérique, on doit rappeler l'importance des rapports intergénérationnels. Il y a bien une transmission intra-générationnelle des usages (par exemple les choix musicaux), mais également une transmission inter-générationnelle, jeunes et plus âgés s'échangeant mutuellement des passions, des intérêts ou des refus culturels. On doit aussi rappeler que, par-delà l'âge, les recherches convergent pour souligner l'importance des différences d'usage selon les milieux familiaux et sociaux : l'influence du niveau de vie de la famille par exemple est manifeste dans certains choix culturels, dans la décision ou non prolonger l'ordre scolaire dans l'utilisation du numérique.

Par ailleurs, ces usages chez les jeunes traduisent plusieurs types de pratiques plus ou moins interreliées :

- des pratiques identitaires ;

On doit aussi rappeler que, par-delà l'âge, les recherches convergent pour souligner l'importance des différences d'usage selon les milieux familiaux et sociaux.

- des pratiques autonomisantes liées à *l'injonction d'être soi* ;
- des pratiques de sociabilité, et leur *puissance informationnelle* ;
- des pratiques purement ludiques ;
- des pratiques instrumentales (par exemple la recherche d'information autour d'intérêts culturels spécifiques) ;
- des pratiques engagées (ou non) fortement reliées à la capacité du jeune à parvenir à se distancier de lui-même et de sa quête d'identité ;

Les effets dits de « genre »

On sera peut-être surpris d'apprendre que s'il y a bien une certaine « féminisation » de la culture (les taux de lecture de livres en sont une illustration typique), tel n'est pratiquement plus le cas pour certaines pratiques culturelles. Par exemple la dernière enquête sur les pratiques culturelles menées en 2014 par le ministère québécois de la Culture et des Communications, indique bien qu'il n'y a pratiquement plus de différences de genre dans les taux déclarés de participation à de nombreuses activités : théâtre, musée, cinéma par exemple. De même quand on mesure le temps

consacré à des activités culturelles, les différences de genre s'estompent, ce qui signifie qu'une fois qu'un jeune (ou un adulte) s'investit dans une activité, l'engagement prédomine par-delà le genre. Mais ne nous y méprenons pas : les choix de *contenu* (tout particulièrement en termes de lecture ou de spectacles) demeurent tout aussi différenciés ; en la matière les études de participation culturelle indiquent que sur *trois décennies* rien n'a changé au royaume du genre. Les usages de l'Internet en constituent sans doute le relais le plus puissant.

Valeurs du moment

Les usages du numérique sont aussi tributaires des valeurs du moment chez les jeunes. On l'a souligné à de multiples reprises, l'Internet cultive et nourrit le culte de l'instant. Celui-ci est très affirmé chez les jeunes, pour de multiples raisons liées à l'ampleur et la durée des contraintes institutionnelles (entre la garderie et la sortie de l'université, il leur faudra attendre une vingtaine d'années), ainsi qu'à l'individualisation des valeurs (Bréchon et Galland, 2010). Mais « l'obligation d'être soi », la quête

d'autonomie, forment aussi la trame de fond des multiples usages de l'Internet : la « culture de la chambre » (Glevarec, 2010), les stratégies de repli hors des contrôles parentaux, en constituent des illustrations. Les études indiquent que l'utilisation de l'Internet traduisant la conscience et la participation politique viendra avec le temps, à mesure que prendra forme une conception de « la société » qui traduise une certaine distanciation de soi.

Références

Bréchon, P. et Galland, O. (2010). *L'individualisation des valeurs*, Paris, Armand Colin.

De Singly, F. (2006). *Les Adonaissants*, Paris, Armand Colin.

Glevarec, H. (2010). *La culture de la chambre. Préadolescence et culture contemporaine dans l'espace familial*, Paris, La Documentation française.

Octobre, S. (2014). *Deux pouces et des neurones. Les cultures juvéniles de l'ère médiatique à l'ère numérique*, Paris, La Documentation française.

Pronovost, G. (2013). *Comprendre les jeunes aujourd'hui. Trajectoires, temporalités*, Québec, PUQ.



Journée d'étude « Les pratiques politiques des jeunes en ligne »
17 février 2017 **Photo** : Katherine Labrecque

II. Comprendre les pratiques politiques en ligne des jeunes pour mieux les entendre

Quatre grands types de pratiques politiques, en ligne comme hors ligne

NICOLE GALLANT

Institut national de la recherche scientifique

Pour comprendre les pratiques numériques à caractère politique des jeunes, il importe de tenir compte de trois paramètres. Premièrement, il convient de saisir les activités numériques comme situées en continué avec les pratiques hors ligne, et non comme étant d'une nature fondamentalement différente. En effet, comme d'autres l'ont montré dans divers domaines (boyd, 2015; Pastinelli, 2006), l'univers numérique n'est généralement pas perçu par les jeunes comme étant un monde distinct, ou à part, de la vie hors-ligne.

Deuxièmement, il est utile de se munir d'une définition élargie de ce qui sera considéré politique. La science politique définit traditionnellement la notion de *politique* à partir des institutions publiques et de l'État; serait alors politique tout ce qui concerne les luttes de pouvoir visant la prise de décision collective. Or, plusieurs avancent que l'on devrait aussi tenir compte, plus largement, de l'intérêt et des réflexions au sujet de l'organisation de la vie collective, y compris chez des acteurs et individus qui ne s'estiment pas à même d'influencer la prise de décision. Cette ouverture permet de nuancer les constats pessimistes sur la participation politique des jeunes : au lieu de disparaître, l'engagement politique prend plutôt de nouvelles formes (Pickard, 2016; Gallant, 2017).

Ces deux premiers paramètres conduisent à un élargissement et surtout un accroissement de la diversité des pratiques politiques à prendre en

compte. Par conséquent, et troisièmement, il est pertinent de départager cette diversité hétéroclite des pratiques politiques. Pour ce faire, je propose un petit modèle d'analyse de l'action et l'expression politiques tant hors ligne qu'en ligne.

Comprendre les formes que prennent l'action et l'expression politiques

Bien que la réalité ne soit pas toujours aussi tranchée que le modèle pourrait laisser croire, les différentes modalités d'action et d'expression politique peuvent être réparties entre quatre grands quadrants, structurés selon deux axes faisant écho à la centralité de l'État dans la vie politique. Ces deux axes sont, d'une part, le niveau d'acceptation ou de rejet du pouvoir public, et, d'autre part, le fait que l'action s'adresse ou non à l'État.

Le premier quadrant rassemble les activités qui étaient traditionnellement comptabilisées en tant que « participation » politique démocratique : le vote, la participation organisée (structurée par des partis politiques, des associations, etc.), les pétitions, la plupart des manifestations, etc. Ces formes d'action politique s'adressent à l'État, tout en reconnaissant au gouvernement en place – même quand on est en désaccord avec lui – la légitimité de prendre des décisions qui s'appliqueront à l'ensemble de la société. Ces participations ont naturellement des échos en ligne. Les partis politiques et les associations plus ou moins organisées (jeunes et moins jeunes) utilisent Internet à des fins de recrutement, d'organisation, ou pour passer des messages, par le biais de sites Web, de comptes *Twitter*, de pages *Facebook*, etc. De nombreuses pétitions sont désormais numériques. Divers outils

Formes d'action / expression politiques



en ligne peuvent aussi être mobilisés pour l'organisation de manifestations populaires qui se tiendront néanmoins hors ligne.

Or, de nos jours, l'État réagit à certaines manifestations d'emblée comme si elles équivalaient à un rejet du pouvoir politique ; les forces de l'ordre se préparent ainsi à contre-attaquer ce qu'elles perçoivent ou anticipent comme des débordements, conduisant des chercheurs à un constat de « criminalisation de la protestation » (Pickard, 2017). Ainsi, certaines manifestations sont considérées et traitées comme relevant du deuxième quadrant, lequel dénote des actions qui s'adressent à l'État, mais pour en rejeter activement la légitimité, telles les émeutes, le hacking politique, un assassinat politique ou une révolution.

Dans le troisième quadrant, on trouve la résistance. Dans les pays occidentaux, elle peut prendre la forme d'occupations illégales du territoire, comme certains squats ou du « jardinage de guérilla ». Ces formes de résistance à l'ordre politique (ou économique) en place ne s'adressent pas directement à l'État, mais ne respectent pas non plus les règles légales qu'il impose et incarne.

Or, ces façons de faire les choses *autrement* (en marge de l'État) sont loin d'être toutes illégales. Dans le quatrième quadrant se trouvent des actions qui ne s'exercent pas *contre* l'État, mais qui ne le prennent pas non plus comme interlocuteur. Ces actions visent soit à mettre en place soi-même des modes d'organisation sociale alternatifs, soit à sensibiliser la population, notamment par l'art, l'humour, des documentaires ou du graffiti.

Une bonne part des activités en ligne des jeunes se situent plutôt dans ce quatrième quadrant du modèle. Certes, une large portion des contenus placés en ligne par les jeunes ne sont pas du tout politiques. Néanmoins, certains y expriment des points de vue sur l'organisation de la vie collective, que ce

soit par des blogues vidéos, des gazouillis sur *Twitter* ou de manière plus diffuse, par exemple via des *mèmes* en image ou encore sous la forme d'égo-portraits (*selfies*) qui seraient à contre-courant des stéréotypes (de genre, de race, d'orientations sexuelles) (Millet, 2017).

Certes, ces internautes n'ont « peut-être pas une idée précise du public auquel [ils] s'adresse[nt] » (Caron, 2014, p. 21), lequel n'est certainement pas l'État. Néanmoins, certains contenus comportent une solide dimension politique (critique sociale; réflexions sur l'intendance de l'intérêt commun), et dénotent un intérêt parfois marqué pour la chose publique.

Prendre les pouls d'une certaine jeunesse

Bien que ces idées à caractère politique soient noyées dans un vaste océan de contenus qui ne présentent pas d'intérêt sur ce plan, ces pratiques numériques offrent une occasion pour saisir les représentations politiques d'une partie des jeunes qui ne se sentent pas interpellés ou légitimés par les canaux traditionnels de la participation politique démocratique classique. En effet, plusieurs de ces jeunes publient sur Internet des points de vue concernant la vie en collectivité (notamment sur *YouTube* ou *Facebook*, voire *Twitter*) ou ont des échanges en ligne sur le sujet

Ces pratiques numériques offrent une occasion pour saisir les représentations politiques d'une partie des jeunes qui ne se sentent pas interpellés ou légitimés par les canaux traditionnels de la participation politique.

(par exemple, dans les zones de commentaires de ces plateformes ou celles de forums)¹.

Contrairement à l'insaisissable discussion privée (autour d'une bière ou d'un café), les échanges en ligne laissent des traces qu'un travail attentif permettrait d'observer, pour prendre le pouls d'un certain nombre de préoccupations exprimées informellement par divers jeunes, dont plusieurs ne se sentent pas interpellés ou reconnus dans les formes plus classiques du premier quadrant. Étudier la voix politique des jeunes exprimée par ces autres canaux permettrait d'observer des prises de position plus riches et plus complexes que ce que donne à voir le sondage d'opinion (dont on sait depuis Bourdieu qu'il ne permet pas non plus de saisir adéquatement quelque chose qui serait de l'ordre de l'opinion publique).

Ainsi, mais sans perdre de vue que les jeunes qui s'expriment en ligne ne sont pas représentatifs de l'ensemble de cette génération², il importe que tant l'État, les médias et les organismes communautaires que le monde académique trouvent des moyens de se pencher sur l'expression de leurs préoccupations, peut-être presque au même titre qu'ils le font pour la frange de la jeunesse pas davantage représentative qui s'exprime par le biais des canaux plus traditionnels du premier quadrant.

Notes

¹ Il ne faut toutefois pas s'imaginer que tous les jeunes s'expriment ainsi sur la Toile. Les travaux de Millerand et al., qui font l'objet d'un texte dans ce bulletin, montrent bien comment, même s'ils apprécient les potentialités interactives de diverses plateformes numériques, nombreux sont les jeunes qui ne s'en saisissent jamais personnellement. En outre, et quoique les mêmes concernant Donald Trump sont constants voire quotidiens, les jeunes sont loin de tous aborder en ligne – même aussi informellement – des enjeux relatifs à la chose publique.

² En dépit du stéréotype des jeunes « natifs du numérique », ils ne possèdent pas tous les

mêmes niveaux de littératie numérique et ils ne sont d'ailleurs pas tous connectés.

Références

boyd, d. (2015). *It's Complicated: The Social Lives of Networked Teens*, New Haven, Yale University Press, 281 p., ISBN : 978-0-300-19900-0.

Gallant, N. (2017). « The 'Good', the 'Bad' and the 'Useless'. Young People's Political Action Repertoires in Québec », dans Sarah Pickard et Judith Bessant, dirs. *Young People Re-Generating Politics in Times of Crises*. Collection "Young people and politics". Londres: Palgrave Macmillan.

Millette, M. (2017). « Formes de participation/contestation/engagement des jeunes par l'usage des médias sociaux: quels possibles? », *L'engagement civique des jeunes sur Internet*, Journée d'étude de l'Observatoire Jeunes et Société, Montréal, février.

Pastinelli, M. (2006). « Habiter le temps réel : ethnographie des modalités de l'"être ensemble" dans l'espace électronique », *Anthropologie et sociétés*, 30 (2), p. 199-218.

Pickard, S. (2016). « Finding the Gaps, Minding the Gaps, Filling the Gaps: Cross-disciplinary Studies of Young People and Political Participation », Workshop *Minding the Gaps between Disciplines. Political Engagement among Youth*. Montréal, June.

Pickard, S. (2017). « When Resisting becomes Risky. Young People and the Criminalisation of Political Dissent in Contemporary Britain », dans Maria Grasso et Judith Bessant, dirs. *Governing Youth Politics in the Age of Surveillance*. Londres et New York: Routledge.

Le phénomène encore méconnu de l'engagement civique en ligne des adolescents

CAROLINE CARON

Université du Québec en Outaouais

La sociologie de la jeunesse a été à l'avant-plan de la remise en cause du discours social et savant qui a longtemps persisté à soutenir que le déclin de la participation électorale chez les jeunes constituait la preuve indéniable d'une désaffection politique généralisée. Plusieurs enquêtes nationales et internationales l'ont confirmé : les jeunes d'aujourd'hui sont engagés ailleurs et autrement. La multiplication des occasions de participation engendrée par l'avènement du Web permet désormais à ces derniers de poser une myriade d'actions politiques en dehors des cadres traditionnels de l'action collective et des institutions politiques. Les canaux horizontaux de communication souvent privilégiés par les jeunes ont pour effet d'individualiser et d'« informaliser » leur participation, ce qui transforme également les conditions de leur socialisation politique (Loader, Vromen et Xenos, 2014). Pour beaucoup de ces « natifs du numérique », il semble désormais plus important de saisir chaque occasion où il est possible de poser un geste concret pour le bien-être collectif, que de s'acquitter d'une obligation civique en période électorale. Créer un groupe Facebook pour soutenir une cause,

signer une pétition en ligne pour dénoncer une injustice, donner son opinion sur un forum de discussion, voilà des gestes qui expriment un agir citoyen. Même s'ils ne sont pas dirigés vers les décideurs, ces actes participatifs expriment un sentiment d'appartenance à la collectivité et une adhésion à des valeurs démocratiques telles la solidarité et l'empathie envers ses concitoyens. Au Canada, les données les plus récentes montrent que, si les jeunes votent moins que leurs aînés, ils forment aussi la génération qui s'investit le plus dans les formes de participation communautaire et politique facilitées par les outils de communication numérique (Turcotte, 2015).

Une facette encore méconnue de la participation politique à l'ère du numérique concerne les adolescents. Privés du droit de vote, les adolescents n'ont pas la possibilité de contribuer aux processus institutionnalisés de la vie démocratique, si bien que la nature politique de leurs engagements peut plus difficilement être perçue comme telle. La recherche sociale et les politiques publiques ignorent d'ailleurs ce segment de la population, en tout ou en partie, lorsqu'elles ciblent, par exemple, les 18-35 ans ou les 15-25 ans. Habituellement désignés comme les 12-17 ans, c'est-à-dire les mineurs qui

fréquentent l'école secondaire, les adolescents sont présumés être non engagés *de facto*. Ainsi, une part importante des initiatives publiques de plusieurs pays occidentaux ont pour objectif de déclencher un désir d'engagement chez les adolescents ou de les armer de connaissances et d'expériences positives qui les inciteront, croit-on, à participer pleinement à la vie sociale et politique une fois adultes. C'est ainsi qu'on a assisté ces vingt dernières années à une prolifération de projets gouvernementaux et communautaires qui ont désigné l'Internet comme l'outil de prédilection pour endiguer le désengagement civique et politique (perçu) des adolescents et des jeunes adultes (pour un aperçu international, voir Banaji et Buckingham, 2013).

Mais n'est-il pas plausible de penser que la logique d'individualisation et d'informalisation de la participation politique évoquée plus haut soit également à l'œuvre du côté des adolescents en ce qui concerne l'engagement civique ? L'engagement civique est plus large que la participation politique. Il désigne « le résultat de l'acquisition de comportements et d'attitudes qui expriment une volonté affirmée des citoyens de s'impliquer dans leur société ou leur communauté, démocratiques. Il peut s'agir, entre

Les cinquante-cinq vlogues analysés montrent que les adolescents y font une prise de parole publique, engagée et empathique.

autres, de l'engagement au sein d'organisations communautaires et bénévoles » (Ménard, 2010, p.1) et ce, dans le respect des principes. Or, la majeure partie de la littérature sur le sujet n'a porté jusqu'ici que sur les formes organisées d'engagement civique, c'est-à-dire le répertoire d'actions qui s'inscrivent dans l'action collective de groupes d'intérêts, d'associations et de groupes communautaires.

L'hypothèse que les usages sociaux des technologies soient en train de redéfinir ce que signifie l'engagement civique à l'ère du numérique émerge de certains travaux récents et mériterait d'être investiguée de manière plus systématique à l'avenir, particulièrement au Québec et au Canada où très peu de travaux se sont penchés sur les pratiques individualisées et informelles des adolescents en ligne. Dans mes

recherches sur les contenus engagés produits et diffusés par des adolescents sur la plate-forme *YouTube*, j'ai découvert que plusieurs adolescents franco-québécois avaient produit des vidéoblogues (appelés vlogues) pour dénoncer le phénomène de l'intimidation à l'école secondaire (Caron, 2016). Ces vidéos cherchent à sensibiliser le public envers la gravité du problème, à identifier des pistes de solution par et pour les jeunes, et à reconforter les victimes en brisant le silence et l'isolement. Les cinquante-cinq vlogues analysés montrent que les adolescents y font une prise de parole publique, engagée et empathique, qui valorise l'expérience sociale des adolescents et qui prône des valeurs telles que l'égalité, le respect des différences, la diversité, l'inclusion ou la participation à des discussions publiques. Les propos altruistes des vlogueurs ne s'adressent pas aux décideurs; ils visent à provoquer un changement de mentalité et de comportement, chez les jeunes en premier lieu. Dans leurs vlogues, le désir de ces adolescents de contribuer au bien-être de leurs pairs et à l'amélioration de la qualité de vie à l'école secondaire est manifeste. Alors que le rapport des adolescents aux médias sociaux est souvent envisagé comme une menace à leur développement psychosocial, les vlogues

destinés à défendre une cause sur la plate-forme de partage de vidéos *YouTube* ne font pas de doute sur la nouvelle tribune publique désormais accessible en ligne pour discuter, entre jeunes, des problèmes sociaux qui les concernent. Ces conversations civiques se tiennent le plus souvent à l'insu des adultes, elles sont dépourvues de supervision adulte, et elles sont initiées sur une base entièrement volontaire et gratuite. Que certains adolescents choisissent de s'engager de cette manière remet en question le présupposé du non-engagement à l'origine de nombre d'initiatives communautaires et gouvernementales destinées à promouvoir chez eux une citoyenneté active. L'ampleur du phénomène est toutefois méconnue, de même la diversité de ses pratiques. On en sait peu également sur les caractéristiques sociodémographiques des vlogueurs et sur les facteurs qui facilitent et qui freinent ce type de participation civique. Des recherches futures pourraient permettre de documenter le phénomène et de revisiter les définitions classiques de l'engagement civique à la lumière des pratiques civiques des adolescents en ligne.

Références

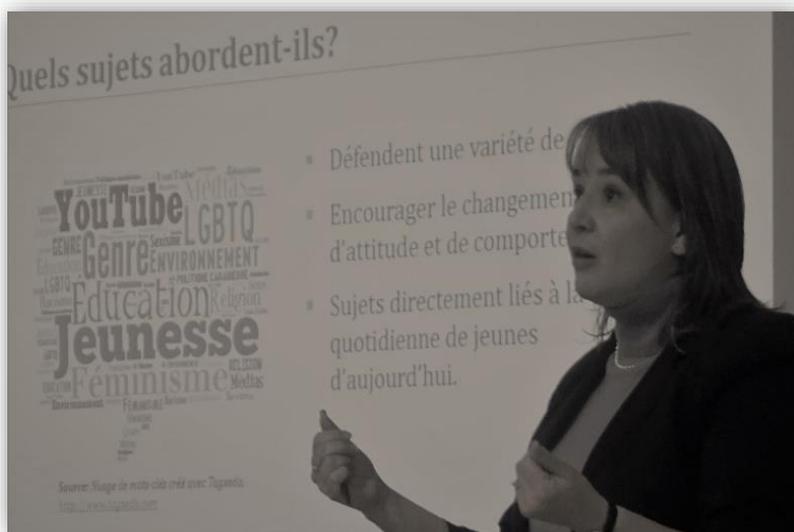
Banaji, S. et Buckingham, D. (2013) *The Civic Web: Young People, the Internet, and Civic Participation*. Cambridge: MIT Press.

Caron, C. (2016) L'engagement civique des adolescents au prisme de leurs vlogues sur 10.4000/communication.6733

Loader, B., Vromen, A., et Xenos, M. (2014). « The networked young citizen: Social media, political participation and civic engagement. » *Information, Communication & Society*, 17(2), 143-150.

Ménard, M. (2010). *L'engagement civique des Division des affaires sociales*. Service d'information et de recherche. Publication n° 2010-23-F.

Turcotte, M. (2015). *La participation politique et l'engagement communautaire des jeunes*. Ottawa : Statistique Canada.



Caroline Caron
Journée d'étude « Les pratiques politiques des jeunes en ligne ».
17 février 2017
Photo : Katherine Labrecque

L'action politique sur le Web. Une étude de *YouTube*

PATRÍCIA DIAS DA SILVA

Université de Montréal

Les possibilités d'interaction sur *YouTube* ne semblent pas favoriser d'elles-mêmes le « débat et le dialogue » entre les politiciens et les citoyens, objectif pourtant explicite des documents stratégiques pour rendre la communication politique plus conversationnelle (Dias da Silva, 2015)¹. Cet échec est attribué au mode de communication choisi par les gouvernements : ces derniers adoptent un modèle plutôt traditionnel du fournisseur d'informations, alors que les citoyens souhaitent quant à eux devenir des interlocuteurs respectés. De plus, comme Dominique Cardon l'a souligné, les pratiques politiques des utilisateurs d'Internet sont imprévisibles et ceux-ci opposent une résistance notable au principe d'un « débat sur commande ». En réalité, de telles initiatives ont contribué à alimenter la déception et à décourager la mobilisation et la motivation des citoyens (Cardon, 2010). Une telle réticence à s'engager dans une communication bilatérale peut donc résulter de l'impression qu'il ne s'agit que d'une simulation de dialogue.

Alors, comment se développe la discussion politique, sociale et culturelle sur *YouTube* ? Mes travaux montrent que, sur *YouTube*, les images numériques, le son et le texte sont mobilisés en créant un langage marqué par la créativité et la subversion, particulièrement en ce qui concerne le débat politique. Un contraste fort est créé par rapport aux débats institutionnellement approuvés. De façon récurrente, des références à la culture populaire et, en particulier, à la production de grands conglomerats de divertissement sont évoquées et utilisées dans la critique vidéo produite par les utilisateurs. Nous pouvons trouver plusieurs parodies québécoises, comme, par exemple, la publicité électorale « Jean Charest - Faire le choix de la responsabilité ». Son apparence

simplicité, sans doute construite, et visible dans le choix d'inclure un nombre restreint d'éléments visuels et sonores, a conféré à cette vidéo une malléabilité accrue, permettant aux *YouTubeurs* de créer de nombreuses parodies de l'annonce², en éclipsant ainsi l'original et en se transformant en même Internet. En effet, les mêmes sont assez utilisés pour faire des commentaires politiques – par exemple, une petite recherche sur *YouTube* nous montre « Hitler », dans le film *La Chute*, préoccupé avec la grève étudiante de 2012 ou les élections québécoises et fédérales³. En vue d'exposer les faiblesses des politiciens ou de remettre en cause la vision du monde politique véhiculée par les médias de masse, les *YouTubeurs* reconstruisent les images et les lancent dans le cyberspace. Importées dans un dépôt d'archives global, ces vidéos contribuent à la constitution d'une imagerie commune, permettant que les images soient réutilisées, remixées, réinterprétées. Ce répertoire communicatif qui est à la base du débat politique s'inspire dans les traditions de subversion culturelle comme le détournement situationniste ou le *culture jamming* des vidéastes américains (Dias da Silva, 2014).

Ainsi, d'une part, les *YouTubeurs* font un travail de transformation créative des images en une narration alternative qui interpelle ceux qui visionnent ces commentaires multimédias. Toutefois, d'autre part, ils essaient de capturer et diffuser un portrait fidèle de la réalité politique de leur contexte. Chaque cellulaire est devenu un instrument puissant de « sousveillance » (Mann, Nolan et Wellman, 2003), en particulier en ouvrant les possibilités de dénonciation des violations des droits de l'homme (Sierra et Montero, 2015). Souvent, ces violations sont subies pendant des manifestations contre des politiques spécifiques ou qui ont lieu à cause d'un sentiment de mécontentement politique et social plus

ample. Les protestations lors de la sortie des résultats des élections en Iran en 2009 constituent un moment clé dans la diffusion sur *YouTube* des vidéos filmées par les participants. *YouTube* a même interpellé les citoyens iraniens pour qu'ils partagent leurs images en ligne et leur a donné une visibilité accrue en créant des listes et en retirant certaines restrictions concernant les images explicites et violentes. Aujourd'hui, il n'y a presque pas de manifestation qui ne soit pas filmée et dont les vidéos ne sont pas partagées sur *YouTube* : pensons au mouvement *Occupy*, aux *Indignados* et au Printemps érable québécois. Cependant, le contrecoup de la dissémination de cette pratique commence à se faire sentir, notamment en regardant la montée des interdictions de filmer les autorités publiques ou dans certains contextes. D'ailleurs, plusieurs préoccupations éthiques sont soulevées par le téléchargement et le partage en masse sur *YouTube* de ce genre de vidéo. D'un côté, nous avons le fait de ces images pourraient conduire à l'identification et à la poursuite des activistes, une possibilité qui devient plus concrète et automatisée avec l'amélioration des logiciels de reconnaissance faciale. De l'autre, il est impossible de ne pas tenir compte du problème de surcharge d'images qui circulent sur le Web et la difficulté de

En vue d'exposer les faiblesses des politiciens [...] les *YouTubeurs* reconstruisent les images [...] dans les traditions de subversion culturelle.

faire la preuve de leur véracité. Les fausses vidéos — même lorsque produites avec de bonnes intentions comme « Syrian Hero Boy » — ont la capacité de détruire beaucoup du travail mené par les vidéoactivistes pour que leur travail ait des effets politiques et puisse être utilisé légalement dans la dénonciation des violations des droits de l'homme et des abus des autorités. Des associations telles que *WITNESS*, une organisation internationale à but non lucratif fondée en 1992 à la suite des retombées de la vidéo de l'arrestation de Rodney King, travaillent dans la formation et préparation des ressources pour que le risque pris par des citoyens en filmant ces violations ne soit pas en vain.

La renégociation des rapports de force sur le Web social ne dépend pas uniquement de l'agentivité (*agency*), sans restriction, des utilisateurs. Des entreprises comme *Google* prolongent le mouvement de concentration de propriété des médias, déjà entamé au tournant du siècle (Birkinbine, Gomez et Wasko, 2016). Elles occupent aujourd'hui des positions monopolistiques qui améliorent leur capacité à contrôler le contenu, les pratiques et, jusqu'à un certain point, les utilisateurs eux-mêmes. Le contrôle des participants est assuré par la collecte de métadonnées. Ce processus, devenu sophistiqué, suscite de vives préoccupations concernant le risque de surveillance et de violation de la vie privée. En effet, les administrations et les tribunaux exigent des renseignements sur les utilisateurs et *YouTube* s'y conforme, au moins partiellement, dans la plupart des cas (60% en 2016, selon leur rapport de transparence). *YouTube*

La renégociation des rapports de force sur le Web social ne dépend pas uniquement de l'agentivité (*agency*), sans restriction, des utilisateurs.

reçoit aussi un nombre croissant des demandes pour bloquer géographiquement ou retirer des vidéos spécifiques. e qui apparaît inquiétant, c'est de constater qu'il existe une aggravation de ces pratiques de contrôle, y compris de la part de gouvernements démocratiques.

Malgré tout, l'avenir de la vidéo en ligne a transformé le contrôle que les politiciens ont sur leur image et les récits qui circulent concernant des situations de confrontation entre autorités et citoyens. Même si la dimension commerciale de l'Internet parvient à se maintenir plus fortement que sa fonction de communication publique ou civique, il est probable que les formes de résistance sur Internet auront tendance à se multiplier et diversifier.

Notes

¹ Voir, par exemple, les documents européens qui, en 2007, présentaient les initiatives pour améliorer la communication de l'Union Européenne, notamment Communiquer sur l'Europe en partenariat et Communiquer sur l'Europe par l'internet. Faire participer les citoyens.

² Parmi les multiples parodies de la réclame de Jean Charest présentes sur YouTube, voir

par exemple : Jean Charest annonce en Darth Vader, <https://www.youtube.com/watch?v=7GW5cmigxXI> ou Jean Charest : Faire le choix de la privatisation sauvage, <https://www.youtube.com/watch?v=lyLkTsPWAQY>. L'original est encore accessible en ligne.

³ Voici quelques exemples de vidéos mettant en scène Hitler s'intéressant à la politique canadienne ou québécoise : Hitler et la Grève étudiante (Original), https://www.youtube.com/watch?v=ufQ46B_Fm0Y; Hitler et les élections 2014 au Québec (Parodie), <https://www.youtube.com/watch?v=liPpbDKjOLA>; Hitler finds out the Liberals have won the Canadian Election 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=tbfrifFciQU>

Références

Birkinbine, B., Gomez R. et Wasko, J. (dir.) (2016). *Global Media Giants*. New York ; Londres : Routledge.

Cardon, D. (2010). *La Démocratie Internet : Promesses et Limites*. Paris : Seuil.

Dias da Silva, P. (2014). « Le langage politique de YouTube : créativité et subversion. » Dans Proulx, S., Garcia. J. et Heaton L. (dir.), *La contribution en ligne. Pratiques participatives à l'ère du capitalisme informationnel* (pp. 77-89). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Dias da Silva, P. (2015). « La vidéo en ligne comme outil de communication politique en Europe », *Communication & langages*, (183), 59-81.

Mann. S., Nolan, J. et Wellman, B. (2002). « Sousveillance: Inventing and Using Wearable Computing Devices for Data Collection in Surveillance Environments », *Surveillance & Society*, 1 (3), 331-355.

Montero, D. et Sierra, F. (2016). *Videoactivismo y movimientos sociales. Teoría y praxis de las multitudes conectadas*. Barcelone : Gedisa editorial.
WITNESS. <https://fr.witness.org/>, Page consultée le 15 mai 2017.

REVUE
JEUNES ET SOCIÉTÉ
<http://rjs.inrs.ca>
rjs@ucs.inrs.ca
Observatoire Jeunes et Société

Un projet de participation citoyenne des jeunes sur *YouTube* : les clés d'un succès

CLAIRE BALLEYS

Institut national de la recherche scientifique

Dans un rapport de recherche rédigé à l'attention du Secrétariat à la Jeunesse en mars 2016 (Balleys et Gallant, 2016), nous avons posé les jalons d'un projet de participation citoyenne des jeunes sur *YouTube*. Répondant à une demande de l'institution, qui cherchait des pistes pour « rejoindre les jeunes par le numérique », la proposition suivante a été formulée :

[...] se saisir de l'espace d'expression identitaire, sociale et politique existant sur *YouTube* et déjà investi par une large frange de la jeunesse francophone afin de créer, en étroite collaboration avec de jeunes *YouTubeurs* québécois, des vidéos sur des thématiques de leur choix mais ayant un lien avec le domaine de l'action étatique. (Balleys, 2016, p. 40)

Les conditions du projet impliquaient la mise en place d'une véritable collaboration entre État et jeunes vidéastes, reposant sur « le dialogue et l'échange d'idées » tout au long du processus. Un tel partenariat devait ainsi se distinguer d'un contrat commercial ou d'une démarche de communication en faveur de l'État. Notamment, son principe repose sur la rencontre entre des acteurs institutionnels et privés, lesquels ne sont pas souvent amenés à s'entendre et à se comprendre. En effet, aujourd'hui, plusieurs travaux sociologiques révèlent une forme de marginalisation des jeunes vis-à-vis de la sphère politique (Chauvel, 2010 ; Peugny et Van de Velde, 2013) : « le problème central est ici l'absence des nouvelles générations du jeu politique institutionnel traditionnel (qui est jusqu'à présent le seul à avoir un impact clair sur la prise de décision politique),

voire son rejet » (Chauvel, 2006, p. 46). Or, si les jeunes sont marginalisés du système représentatif, ils sont politisés par d'autres biais et présents sur des espaces publics alternatifs (Muxel, 2000 ; O'Neill, 2007 ; Gallant et Garneau 2016).

L'avènement du numérique et en particulier du web 2.0 a suscité d'immenses espoirs quant à l'apparition de nouvelles formes de participation politique juvéniles, notamment construites sur la base d'un partage créatif et citoyen. La notion de « culture participative » a ainsi émergé, définie comme suit par le chercheur américain Henry Jenkins :

[...] définissons la culture participative comme :

1. ayant des frontières relativement étanches entre expression artistique et engagement civique;
2. constituant un support important pour le soutien et le partage de créations mutuelles;
3. comprenant une forme de mentorat informel entre les plus expérimentés et les novices;
4. une culture dans laquelle les membres pensent que chaque contribution compte;
5. une culture dans laquelle les membres ressentent une forme de connexion sociale les uns avec les autres (au minimum ils sont concernés par ce que les autres pensent de leurs créations) (2009, p. 7, traduction personnelle).

Ce modèle a ceci de nouveau qu'il permet un mode d'échange et de partage inédit entre pairs, notamment entre jeunes, sans le filtre des adultes. Dans ce contexte, les jeunes deviennent des producteurs de contenus

médiatiques destinés aux jeunes (Balleys, 2016; 2017).

Certains chercheurs se montrent critiques voire sceptiques vis-à-vis de ces potentialités, notamment parce que l'on constate la création de monopoles économiques parmi la multitude des initiatives lancées en ligne. José van Dijck affirme ainsi que le Web ne saurait être encore considéré comme un espace collaboratif depuis que de grandes entreprises comme *Google* ou *Facebook* ont acheté les plateformes de créativité, comme cela a été le cas de *YouTube*, racheté en 2006 par *Google*. Dans un ouvrage intitulé *The Culture of Connectivity. A critical history of social media*, paru en 2013, elle démontre comment la logique mercantile de *Google* a transformé *YouTube* en un vaste marché destiné à favoriser la production de données monnayables. La logique mercantile soutenue par des algorithmes prédomine sur la logique de partage et la stimulation de pratiques créatives amateurs. À titre d'illustration, José Van Dijck relève que les recommandations générées par *YouTube* ont pour effet de favoriser largement les contributeurs qui ont le plus de succès, au détriment des contributeurs amateurs ou simplement indépendants : ainsi 20 % de ceux qui téléversent des vidéos sur la plateforme occupent 97%

L'objectif du projet de participation citoyenne des jeunes sur *YouTube* était de [...] créer un espace collaboratif inédit entre le Gouvernement du Québec et de jeunes vidéastes.

de l'espace de visionnement. Les modes de visibilité des productions ne sont donc pas égalitaires mais conçus pour encourager les chaînes professionnelles.

L'objectif du projet de participation citoyenne des jeunes sur *YouTube* était de contourner ces logiques mercantiles et de créer un espace collaboratif inédit entre le Gouvernement du Québec et de jeunes vidéastes. Après avoir conclu un accord avec le Secrétariat à la Jeunesse du Québec, nous avons pu réaliser le projet. Entre les mois de septembre 2016 et de février 2017, nous avons recruté puis accompagnée six jeunes Québécois, Suisses et Français (de 15 à 22 ans) dans la réalisation de vidéos traitant de radicalisation des jeunes sur Internet¹. Entre le 15 et le 19 février 2017, des journées de rencontres et d'échanges ont été organisées pour les participants, fruit d'une collaboration entre l'Observatoire Jeunes et Société, le Secrétariat à la Jeunesse du Québec et LOJIQ (Les offices jeunesse internationaux du Québec). Une journée d'étude a eu lieu, comprenant des interventions de chercheurs, la diffusion des vidéos, une table ronde et une remise de prix de participation.

De l'avis de tous les acteurs impliqués, le projet a été une réussite en ce sens qu'il a participé à une meilleure appréhension et compréhension mutuelles entre responsables politiques et jeunes citoyens actifs en ligne. Les ponts espérés ont pu être créés. Voici quelques-unes des clés de ce succès :

1. Le recrutement de *YouTubeurs* et de *YouTubeuses* portant déjà un discours social ou politisé

La phase de recrutement des jeunes participants et participantes a été délicate pour plusieurs raisons. Premièrement, les jeunes *YouTubeurs* et *YouTubeuses* sont constamment sollicités par des marques pour réaliser des partenariats commerciaux, ce qui implique pour certains de se déconnecter de leur courriel, ou de les lire rapidement parce qu'ils se sentent

dépassés par la demande. Deuxièmement, la thématique de la radicalisation, imposée, a eu pour effet d'en décourager certains, de par sa complexité et la gageure que son traitement vidéo représente. La principale clé du succès du recrutement a été de solliciter des jeunes portant déjà un discours engagé civiquement sur *YouTube* : le port du voile, le véganisme, l'égalité des sexes, le harcèlement scolaire sont quelques exemples de thématiques abordées par les participants et participantes en amont du projet, ce que nous avons considéré comme des indices d'un potentiel intérêt pour un projet de partenariat avec l'État.

2. La carte blanche laissée à la production des contenus vidéo

Le fait d'avoir accordé une carte-blanc aux jeunes *YouTubeurs* et *YouTubeuses* participant au projet, bien qu'elle comporte des risques puisque le message transmis ne peut être « contrôlé », a été une des principales clés de succès. C'est d'ailleurs le retour que nous avons reçu de la part des jeunes. Leur avoir imposé un discours préconstruit, ou ne serait-ce qu'une intention, aurait altéré l'implication des jeunes et l'aurait certainement compromise. En effet, l'engagement personnel dont témoigne chacune des productions vidéo réalisées, ainsi que leur grande diversité de forme et de style, témoignent d'une véritable collaboration entre État et jeunes citoyens.

Le fait d'avoir accordé une carte-blanc aux jeunes *YouTubeurs* et *YouTubeuses* participant au projet, [...] a été une des principales clés de succès.

3. L'accompagnement personnalisé des jeunes tout au long du projet

Un suivi continu a été nécessaire pour le bon déroulement du projet, et ce, d'un double point de vue : pédagogique et logistique. L'accompagnement pédagogique s'est illustré par une disponibilité importante de notre part, via les réseaux sociaux, le courriel et l'application *Skype*, afin de pouvoir répondre aux questions des jeunes au fur et à mesure de l'avancée de leur travail. Suite à la conférence de l'Unesco, nous avons également créé, avec les collaborateurs du SAJ (notamment Isabel Champagne), un dossier de ressources à l'attention des jeunes : « La radicalisation menant à la violence : comment la comprendre ? Comment la contrer ? ». Un suivi logistique rapproché et personnalisé a été nécessaire lors des diverses démarches administratives liées aux rencontres organisées au mois de février 2017 à Montréal, les jeunes vidéastes du projet étant peu habitués aux démarches administratives qui régissent ce type de déplacements soutenus par des organisations publiques et parapubliques.

Notes

¹ Cette thématique a été proposée par le Secrétariat à la Jeunesse, en lien avec une conférence internationale de l'Unesco ayant eu lieu à Québec en octobre 2016, intitulée : « Internet et la radicalisation des jeunes : prévenir, agir et vivre ensemble ».

Références

Balleys, C. (2017). « L'incontrôlable besoin de contrôle. Les performances de la féminité par les adolescentes sur YouTube », *Genre, sexualité & société*, numéro thématique « Intimité numérique ».

Balleys, C. (2016) « "Nous les mecs." La mise en scène de l'intimité masculine sur YouTube » Dans Dagiral, É., Martin, O (dir.), *L'ordinaire d'internet. Le web dans nos pratiques et relations sociales* (pp.182-201). Paris : Armand Colin.

Balleys, C. et Gallant, N. (2016). *Rejoindre les jeunes par le numérique. Rapport de*

recherche. Rapport remis au Secrétariat à la jeunesse du Gouvernement du Québec, Montréal: Institut national de la recherche scientifique (INRS).

Balleys, C. (2016). « Partie II – Jeunes, Internet, État » Dans Balleys, C., et Nicole Gal. *Rejoindre les jeunes par le numérique. Rapport de recherche*. Rapport remis au Secrétariat à la jeunesse du Gouvernement du Québec, Montréal: Institut national de la recherche scientifique (INRS).

Chauvel, L. (2006). « Les nouvelles générations devant la panne prolongée de l'ascenseur social », *Revue de l'OFCE*, 1 (96), 35-50.

Gallant, N. et Stéphanie, G. (2016). *Les jeunes et action politique : Participation, Contestation, Résistance*, Presses de l'Université Laval.

Jenkins, H. (2009). *Confronting the Challenges of Participatory Culture : Media Education for the 21st Century*, MIT Press, Cambridge/London.

Muxel, A. (2000). *L'expérience politique des jeunes*, Presses de Sciences Po, Paris.

O'Neil, B. (2007). *Indifferent or Just Different? The Political and Civic Engagement of Young People in Canada - Charting the Course for Youth Civic and Political Participation*. Ottawa (Ontario): Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.

Peugny, C. et Van De Velde, C. (2013). « Repenser les inégalités entre générations », *Revue française de sociologie*, 4 (54), 2013, 641-664.

Van Dijk, J.A. (2013). *The Culture of Connectivity. A Critical History of Social Media*, Oxford University Press.

Des enregistrements vidéo de nombreuses conférences données à l'OJS sont disponibles sur notre chaîne YouTube « OJS » :

